

Donner de la visibilité aux acteurs dans le dispositif
Préparation pour la quatrième période d'obligation CEE (2018-2020)
Document préparatoire à la réunion du 17/10/2016

La LTECV prévoit une quatrième période d'obligations sur la période 2018-2020. Les travaux de préparation de cette période ont débuté en septembre 2016. Ils devraient aboutir d'ici mi 2017, après un point d'étape début 2017 permettant de caler les grandes orientations de la future période.

A cette occasion, plusieurs acteurs du dispositif ont manifesté leur souhait d'obtenir rapidement de la visibilité sur les perspectives au-delà de la troisième période, pour la quatrième période, ou a minima sur les objectifs de 2018.

En parallèle, certains soulignent le besoin d'un retour d'expérience plus important sur la mise en œuvre de l'obligation « précarité énergétique », mise en place en janvier 2016, avant d'arrêter l'objectif et les modalités de la 4^e période. Cela permettrait également de prendre en compte d'éventuelles évolutions induites par la révision de la directive efficacité énergétique, pour laquelle les travaux s'ouvriront à l'automne.

Fin septembre 2016, 1112 TWh cumac de CEE « classiques » et 23 TWh cumac de CEE « précarité énergétique » avaient été délivrés. A ces chiffres s'ajoutent 51 TWh cumac de CEE « classiques » et 23 TWh cumac de CEE « précarité énergétique » en cours d'instruction au PNCEE.

Les acteurs disposent donc de 662 TWh cumac (en prenant en compte les dossiers en cours d'instruction) pour répondre à l'obligation « classique » de la troisième période (700 TWh cumac) et de 46 TWh cumac pour répondre à l'obligation « précarité » (150 TWh cumac). Bien sûr la situation individuelle de chaque acteur n'est pas au prorata de ces chiffres globaux.

Afin de laisser le temps de mener la concertation pour la quatrième période tout en permettant d'offrir dès à présent de la visibilité sur l'année 2018 et une dynamique retrouvée pour le dispositif des CEE, **il est envisagé de prolonger la troisième période d'un an, jusqu'à fin 2018**, avec une hausse du « rythme annuel » d'objectifs pour l'année 2018. Les objectifs pour la quatrième période seraient fixés avant la fin 2017, plus d'un an avant le début de la période.

L'objectif pour la période 2015-2018 serait alors fixé à 1200-1250 TWh cumac pour le volet "CEE classiques", soit un objectif complémentaire de 500-550 TWh cumac.

L'objectif « précarité énergétique » serait fixé à 250 TWh cumac sur 2016-2018, soit un objectif complémentaire de 100 TWh cumac.

Si l'on tient compte des programmes et des bonifications, ces objectifs sont en ligne avec les gisements « travaux » identifiés par l'ADEME dans ses scénarii.

L'inscription de ces objectifs dès 2016 permettra aux acteurs de préparer la montée en puissance de leurs actions.

Cela permettrait de restaurer une dynamique forte dans le cadre du dispositif, en répondant aux orientations de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)¹ et aux souhaits exprimés par les acteurs de l'efficacité énergétique. Cela permettrait aussi de renforcer l'ambition du dispositif CEE, qui est au cœur de la politique française d'efficacité énergétique.

1 Le projet de Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) prévoit parmi les orientations en matière de maîtrise de la demande énergétique de « renforcer les objectifs de la troisième période du dispositif des CEE », et de « définir l'objectif et les modalités de la quatrième période du dispositif des CEE ». Il s'agit d'amplifier les actions d'économies d'énergie au regard des objectifs de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et de donner de la visibilité aux acteurs à plus long terme.